PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LECLERCVILLE
M.R.C. DE LOTBINIÈRE

Procès-verbal de la séance ordinaire du 3 juin 2019

2019-06-01 OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 20 h 03 Sont présents :

Marcel Richard, maire
Benoit Lemay, conseiller
Francis Laliberté, conseiller
Sophie Bédard, conseillère
Bruno Desrochers, conseiller
Pierre-Yves Lemay, conseiller
Denis Auger, conseiller

La directrice générale adjointe atteste que 4 personnes sont présentes dans la salle.

Il est proposé par Benoît Lemay, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que la séance ordinaire soit ouverte sous la présidence de M. Marcel Richard, maire.

2019-06-02 Assermentation de Sophie Bédard

Je, Sophie Bédard, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseillère avec honnêteté et justice dans le respect de la loi et du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de Leclercville et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Sophie Bédard, conseillère

Sylvie Lemay, directrice générale adjointe

2019-06-03 Adoption de l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 juin 2019

Il est proposé par Denis Auger, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal adopte l'ordre du jour du 3 juin 2019.

2019-06-04 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2019

Il est proposé par Sophie Bédard, conseillère et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal adopte le procès-verbal de la séance ordinaire du 6 mai 2019, tel que présenté.

2019-06-05 Engagement de la directrice générale

Attendu que la municipalité a publié une offre d'emploi pour le poste de directrice générale ;

Attendu qu'un comité de sélection a été nommé afin de faire passer les entrevues ;

Attendu que le comité de sélection recommande l'embauche de Lucie Beaudoin avec une probation de 6 mois ;

En conséquence, il est proposé par Pierre-Yves Lemay, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que la municipalité de Leclercville embauche Lucie Beaudoin pour occuper les fonctions de directrice générale;

Que les conditions de travail sont consignées dans une entente signée par le maire, M. Marcel Richard.

2019-06-06 Contrat de gazon – année 2019

Attendu que la municipalité doit renouveler le contrat pour l'entretien des terrains municipaux - gazon pour l'année 2019 ;

Attendu que le cahier de charge (devis) fait partie intégrante de la présente résolution ;

Pour ces motifs,

Il est proposé par Bruno Desrochers, conseiller et résolu à l'unanimité

Que la municipalité accepte la soumission des Entreprises Édouard Paquette pour l'exécution des travaux tels que définis dans le cahier de charge (devis) préparé à cet effet :

MONTANT FORFAITAIRE :

Halte routière et croix (secteur rural)	1 200 \$
Salle et ancien bureau municipal	462 \$
Garage municipal	133,25 \$
Parc multifonctionnel	790 \$
Terrain de soccer	1 615 \$
Terrain de jeux	1 795 \$
Intersection 132 et de la rue St-Jean Baptiste	564 \$
Bassin de l'étang aéré	451 \$
Autres terrains (chemin du quai, coin des rues St-Alexis et rue Agnès Slayden, centre rue du Pont et le plateau sud-ouest)	1 292 \$
Terrain de soccer / coupe supplémentaire	100 \$ / coupe

TAUX HORAIRE

Parc de l'Île	55 \$ / heure
---------------	---------------

2019-06-07 Terrain situé sur la rue Pierre-Leclerc – (lot 5-9)

Attendu que le 7 novembre 2017, la municipalité a vendu un immeuble situé en la Municipalité de Leclercville connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro cinq (5-9) du cadastre officiel Village de Leclercville, dans la circonscription foncière de Lotbinière à Réjean Leblanc ;

Attendu que le contrat notarié signé devant Me Régnald Binet comportait des obligations de l'acheteur dont celles-ci :

Le paragraphe 1 de l'article 6 : Faire construire le bâtiment principal dans les deux (2) ans suivant la prise de possession de l'immeuble devant notaire, l'acquéreur bénéficiant d'un délai additionnel de six (6) mois pour l'aménagement du terrain.

Le paragraphe 2 de l'article 6 : À défaut de respecter le délai de construction ci-dessus mentionné, l'acquéreur s'engage à vendre son immeuble à la Municipalité de Leclercville, au prix qu'il l'a acheté moins vingt-cinq pour cent (25%).

Attendu que le 26 mars 2019 le propriétaire a fait parvenir un courriel à la municipalité mentionnant qu'il ne construira pas sur le terrain soit la subdivision neuf du lot originaire numéro cinq (5-9).

Pour ces motifs,

Il est proposé par François Laliberté et résolu à l'unanimité.

Que la municipalité de Leclercville rachète le terrain aux conditions du contrat notarié (excluant la TPS et la TVQ) signé devant Me Patricia Blanchette.

2019-06-08 Mandat au Me Patricia Blanchette notaire – services professionnels – achat de terrain

Attendu que la municipalité de Leclercville veut procéder à l'achat du terrain situé en la Municipalité de Leclercville connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro cinq (5-9) du cadastre officiel Village de Leclercville, dans la circonscription foncière de Lotbinière ;

Pour ce motif,

Il est proposé par Sophie Bédard, conseillère et résolu à l'unanimité.

Que la municipalité mandate Me Patricia Blanchette pour effectuer le contrat notarié.

Que la municipalité autorise le maire et/ou le maire suppléant et la directrice générale et/ou la directrice générale adjointe à signer ledit contrat.

Que la municipalité autorise la dépense et le paiement de la dépense.

2019-06-09 Correspondance

La directrice générale adjointe a remis aux élus la correspondance du mois de mai 2019.

2019-06-10 Dépenses incompressibles et comptes à payer

Attendu que le conseil municipal a pris connaissance des dépenses incompressibles et des comptes à payer au 30 mai 2019;

Il est proposé par Denis Auger, conseiller et résolu à l'unanimité.

Que le total des dépenses incompressibles et les comptes à payer, dont les chèques portent les numéros 1447 à 1464 inclusivement et les prélèvements automatiques portant les numéros PA 1865 à PA 1913 inclusivement pour une somme de 114 297,92 \$. Les salaires et charges sociales totalisent la somme de 11 730,14 \$. Le total des dépenses et des salaires est 126 028,06 \$.

Que le conseil municipal autorise les dépenses et le paiement des dépenses.

2019-06-11 Adoption du règlement #2019-156 établissant les règles à respecter dans le Parc de l'Île

Attendu que le conseil municipal désire adopter une réglementation particulière pour les activités ayant lieu au Parc de l'Île;

Attendu que la gestion de ce parc est basée sur la collaboration, la bonne entente et la confiance entre les citoyens, les visiteurs et les campeurs;

Attendu que le conseil municipal désire ajouter pour le territoire du Parc de L'Île, certains points autrement traités par les règlements # 2019-155 (règlement harmonisé sur la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés (RHSPPPP)

Attendu que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance ordinaire du conseil municipal, tenue le 6 mai 2019;

En conséquence, il est proposé par François Laliberté, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que le présent règlement portant le numéro 2019-156 soit adopté et que le Conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 : préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 : titre

Le présent règlement porte le titre de :

Règlement numéro 2019-156 établissant les règles à respecter dans le Parc de l'Île.

ARTICLE 3 : EMBLEMENTS DÉSIGNÉS

Les campeurs sont tenus de respecter les emplacements désignés, en fonction du type de véhicule et d'équipement (V.R., roulotte, tente-roulotte ou autre), selon le plan du terrain.

ARTICLE 4 : SÉJOUR

Le séjour en camping est permis pour un maximum de trois (3) nuitées consécutives.

ARTICLE 5 : CONTRIBUTION VOLONTAIRE

Votre contribution est volontaire et acceptée dans les boîtes à dépôt situées au bloc sanitaire. Les coûts seront réévalués à chaque année et déterminés par résolution.

ARTICLE 6 : VÉHICULE/EMPLACEMENT

Un seul V.R., roulotte, tente-roulotte est autorisé par emplacement. Il est interdit de réserver, par l'emplacement d'objets, un autre terrain pour une tierce personne. Toutefois, il y a la possibilité de procéder à l'identification du terrain pour l'occupant qui doit quitter pour visiter.

ARTICLE 7 : ANIMAUX

Dans un endroit public, le chien doit être tenu ou retenu en laisse d'une longueur maximale de 2 mètres, par une personne capable de le maîtriser et doit toujours être sous surveillance constante par une telle personne; Il est interdit pour le gardien d'un chien de laisser dans un endroit public ou à l'extérieur dans un endroit privé autre que sa résidence, les matières fécales de son chien. Sont prohibés, tout animal méchant, dangereux, qui attaque ou qui est entraîné pour attaquer.

ARTICLE 8 : FEUX

Les feux ne sont permis qu'aux emplacements prévus. Seul le bois est autorisé comme combustible. Les feux sont interdits si la SOPFEU considère que le risque est trop élevé.

Les feux d'artifice et les pétards sont interdits.

ARTICLE 9 : COUVRE-FEU

Les actes et états des choses ci-après mentionnés constituent des nuisances et sont prohibés : Le fait de faire, de provoquer ou de permettre qu'il soit causé, de quelque façon que ce soit, du bruit de nature à troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être d'une ou de plusieurs personnes du voisinage.

Il est interdit à toute personne de se trouver, de fréquenter ou de visiter un parc, à l'exception des sentiers multifonctionnels, entre 23h à 7h chaque jour (à l'exception du Parc de l'Île).

L'utilisation de la génératrice est permise aux heures suivantes :

Entre : 7 h et 9 h, 11 h et 13 h, 17 h et 19 h.

ARTICLE 10 : CIRCULATION

La circulation avec un véhicule n'est autorisée que dans les sentiers ou chemins prévus à cet effet.

Celle-ci est interdite de 22 h à 7 h.

ARTICLE 11 : VITESSE MAXIMALE

La vitesse maximale autorisée dans le Parc de L'Île est de 10 km/h.

ARTICLE 12 : DÉPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS

Il est interdit de déplacer les équipements : bancs, tables à pique-nique, bacs à déchet ou à récupération, récipients à feu, etc.

ARTICLE 13 : RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Il est interdit de briser ou de mutiler les équipements ainsi que les arbres, arbustes et plantes décoratives, aménagements paysagers ou de capturer ou harceler les animaux sauvages, sauf dans le cadre d'une activité légale de pêche ou de piégeage.

ARTICLE 14 : DISPOSITION DES EAUX USÉES

Il est interdit de déverser les eaux usées (noires ou grises) sur le terrain, dans la rivière ou au fleuve. Utiliser la station de vidange près de l'unité sanitaire.

ARTICLE 15 : DÉCHETS ET MATIÈRES RECYCLABLES

Les déchets domestiques, les détritiques ainsi que les matières recyclables doivent être déposés dans les bacs prévus à cet effet.

ARTICLE 16 : PROHIBITION

L'utilisation d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé ou d'une arme blanche est prohibée dans le Parc de L'Île.

ARTICLE 17 : AUTORISATION

Une autorisation de la Municipalité est requise pour l'organisation de toute activité publique dans les limites du Parc de L'Île et/ou l'installation d'un chapiteau ou autre équipement.

ARTICLE 18 : DRONE

L'utilisation de drone est interdite.

ARTICLE 19 : INFRACTION À LA RÉGLEMENTATION

Toute personne enfreignant les règlements en vigueur pourra être expulsée sans délai du parc pour une période minimale de cinq (5) jours et un avis d'infraction pourra être émis.

ARTICLE 20 : FRAIS

Toute personne ayant déplacé, brisé ou mutilé les équipements ou aménagements devra assumer les frais de réparation qui lui seront facturés par la Municipalité.

ARTICLE 21 : NON RESPECT

Les personnes ayant précédemment transgressé la réglementation du Parc de L'Île ou ayant quitté en laissant un terrain souillé pourront se voir refuser l'accès au site.

ARTICLE 22 : APPLICATION

Les gestionnaires désignés du Parc de L'Île ont pleine autorité pour l'application des règlements en vigueur.

ARTICLE 23 : ABROGATION

Le présent règlement abroge, conformément à la loi, le règlement 2018-137.

ARTICLE 24 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Leclercville, le 3 juin 2019

Copie conforme certifiée

Marcel Richard, maire

Sylvie Lemay, directrice générale adjointe
Avis de motion : 6 mai 2019
Adoption : 3 juin 2019
Publication : 4 juin 2019

2019-06-12 Demande FDT 2018-2019 – volet local

Attendu que la municipalité de Leclercville mandate la CDECL de Leclercville pour déposer une demande dans le cadre du FDT 2018-2019 de la MRC de Lotbinière ;

Attendu que le projet présenté a pour titre « Aménagement du Parc de l'Île » ;

Pour ces motifs,

Il est proposé par Bruno Desrochers, conseiller et résolu unanimement.

Que la CDECL de Leclercville demande un montant de 6 000 \$ dans le cadre du FDT 2018-2019 « volet local ».

Que la CDECL de Leclercville sera maître d'œuvre dans ce projet.

Que Benoît Lemay président est autorisé à agir au nom de la CDECL de Leclercville et/ou à signer tout document concernant le FDT 2018-2019.

Que la municipalité de Leclercville appuie ce projet.

2019-06-13 Demande de M. Charles-Étienne Beudet

Attendu que M. Charles-Étienne Beudet a fait la demande d'installer une remorque de style cantine afin d'y exploiter un bar laitier.

Attendu que rien ne contrevient aux règlements municipaux en vigueur.

Attendu que la municipalité émettra un certificat d'autorisation selon leurs exigences et que cette dernière sera renouvelable à chaque année ;

Il est proposé par Pierre-Yves Lemay, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que la municipalité permette à M. Charles-Étienne Beudet, d'installer une remorque de style cantine afin d'y exploiter un bar laitier et autorise son certificat d'autorisation pour l'année en cours.

2019-06-14 Présence policière lors d'activités

Le maire fait l'état des besoins.

2019-06-15 Rapport des comités

Les conseillers municipaux font rapport de leur comité.

2019-06-16 Compte-rendu réunion MRC

Le maire en fait le compte-rendu.

Période de questions

Levée de la séance

Il est proposé par Francis Laliberté, conseiller et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal lève la séance, il est 20 h 35.

Marcel Richard, maire

Sylvie Lemay, directrice générale adjointe

« Je, Marcel Richard, maire atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».